

COMMUNE D'AVRIGNY

REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

INFORMATIONS JUGEES UTILES

*DOSSIER POUR
APPROBATION*

Vu pour être annexé
à la délibération en date du

30 MAI 1994

Direction Départementale de l'Équipement de l'Oise
Bureau d'études : Cités Concept-11 rue Antoine Bourdelle- 75015 Paris



LES INFORMATIONS JUGEES UTILES

Les informations jugées utiles regroupent un ensemble de données à prendre en compte dans tous les projets concernés par l'une des informations représentées graphiquement dans le plan des "Informations Jugées Utiles". En particulier, les données portent sur :

1. **le périmètre de zone à contrainte archéologique** (Article 14 du titre 3 de la Loi du 27 septembre 1941 portant sur l'obligation des acquéreurs de faire la déclaration immédiate des découvertes (le cas échéant) au Maire de la commune, qui doit sans délais la transmettre au Préfet;
2. **le tracé de la ligne de crête** à prendre en compte (Loi sur les paysages n°93.24 du 8 janvier 1993);
3. **le tracé du talweg** notamment pour l'écoulement des eaux pluviales (Loi n°92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau);
4. **le sentier pédestre GR 124 A** à maintenir en cas d'ouvrages produisant des effets de coupures (grandes infrastructures...);
5. **le projet de mise à 2X2 voies de Catenoy - Bois de Lius** (fuseau d'environ 75 m de largeur progressivement élargi), suite à la procédure de concertation locale et en prévision de l'enquête publique et étant donné la traversée de la future zone industrielle (interdiction stricte de construction et rétablissement d'une voie de communication pour garantir le caractère embranchable des terrains par un ouvrage mixte : rail-route).

23 NOV. 1982

Impasse Georges Fleury
63007 CLERMONT CEDEX**ARCHEOLOGIE ET URBANISME - Prise en compte du patrimoine archéologique**

Application de l'article R. 111-3-2 du Code de l'urbanisme (décret n° 77-755 du 7 juillet 1977) :

"Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques".

renforcée par le décret n° 86-192 du 5 février 1986 et la circulaire d'application n° 87-84 du 12 octobre 1987 :

"Le décret n° 86-192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme (J.O. 11 fév. 1986) met fin à la période d'insuffisante coordination entre les procédures de contrôle au titre de l'urbanisme ou à un autre titre et celles de protection des vestiges archéologiques non classés ou non inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

"Innombrables dans le passé ont été les destructions archéologiques par des travaux de toute nature soumis à permis ou autorisation par la réglementation de l'urbanisme ou toute autre réglementation faute de renseignements sur les zones contenant des vestiges et faute de contacts préalables entre les auteurs d'un projet et les conservateurs régionaux de l'archéologie éventuellement intéressés.

"Désormais des informations précises, des mesures préventives, des consultations obligatoires des conservateurs régionaux de l'archéologie, par surcroît déléguaires de la signature du commissaire de la République en la matière, permettront d'éviter la disparition des témoins irremplaçables de l'histoire de notre civilisation. La circulaire n° 87-84 du 12 octobre 1987 élaborée d'un commun accord entre les services du ministère chargé de l'équipement et ceux du ministère chargé de la culture donne les instructions pratiques nécessaires à la mise en oeuvre du décret du 5 février 1986".

I. Plans d'occupation des sols

Les projets de plans d'occupation des sols seront tous soumis pour avis par la direction départementale de l'équipement au service régional de l'archéologie (direction régionale des affaires culturelles de Picardie, 5 rue Henri Daussy - 80044 Amiens Cedex 1). L'état trimestriel des P.O.S., établi par la direction départementale de l'équipement, et comportant la liste des communes compétentes, les prescriptions et révisions de P.O.S., sera transmis à la même adresse.

II. Autorisations de lotir, permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations et travaux divers

Il convient de séparer les tissus urbains des zones rurales, où les problèmes archéologiques sont souvent différents.

- Zone urbaine :

Tous les projets affectant le sous-sol des villes historiques (fondations importantes, pieux, puits, caves, garages, parkings, etc.) seront soumis à l'avis du conservateur régional de l'archéologie.

Pour les autres villes, l'avis sera demandé pour les travaux touchant le sous-sol sur plus de 1 000 m².

- Zone rurale :

Tous les projets affectant le sous-sol sur plus de 1 000 m² devront être soumis à l'avis du conservateur régional de l'archéologie sauf cas particuliers de quelques villages au passé très riche. La liste en sera établie avec un zonage.

Les avis du conservateur régional s'établiront de quatre façons différentes selon l'état des connaissances sur l'existence, la qualité, l'étendue des vestiges archéologiques.

PROTECTION DES SITES NATURELS ET URBAINS

I. GENERALITES

Servitudes de protection des sites et monuments naturels. Réserves naturelles.

Loi du 2 mai 1930 modifiée et complétée par l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 1^{er} juillet 1957 (réserves naturelles, article 8.1), la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967.

Loi n° 79.1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes et décrets d'application n° 80.923 et n° 80.924 du 21 novembre 1980.

Décret n° 69.607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5.1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Décret n° 69.825 du 28 août 1969 portant déconcentration des organismes consultatifs.

Code de l'urbanisme : articles L 421.1, L 430.1, L 441.4, R 421.12, R 421.19, R 421.38.5, R 421.38.6, R 421.38.8, R 330.13, R 441.12, R 442.1, R 442.2, R 442.5.

Décret n° 79.180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79.181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Circulaire du 19 novembre 1969 relative à l'application du Titre II de la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967 modifiant la loi du 2 mai 1930 sur les sites.

Circulaire du 2 décembre 1977 (Ministère de la culture et de l'environnement) relative au report des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites, en annexe des plans d'occupation des sols.

Circulaire n° 80.51 du 15 avril 1980 (Ministère environnement et cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection de sites, abords et paysages.

Ministère de l'environnement et du cadre de vie, direction de l'urbanisme et des paysages.

II. PROCEDURE D'INSTITUTION

A. Procédure

a. Inscription à l'inventaire des sites.

Sont susceptibles d'être portés à cet inventaire les monuments naturels et les sites qui ne présentent pas un intérêt de premier ordre mais dont l'évolution doit être rigoureusement suivie sur le plan paysager, notamment du point de vue de la qualité de l'architecture, mais également des nombreux autres composants du paysage.

Cette procédure peut ouvrir la voie à un classement ultérieur.

L'inscription est prononcée par arrêté du ministre de l'environnement et du cadre de vie, sur proposition ou après avis de la commission départementale des sites ou éventuellement de la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecture et des espaces protégés si le site à protéger dépasse le cadre d'un département.

Le consentement du propriétaire n'est pas demandé, mais l'avis de la commune intéressée est requis avant consultation de la commission départementale des sites.

L'arrêté ne comporte pas nécessairement la liste des parcelles cadastrales inscrites à l'inventaire ; des limites naturelles ou artificielles (rivières, routes, etc.) peuvent être utilisées.

La décision d'inscription et le plan de délimitation des sites doivent être reportés au plan d'occupation des sols du territoire concerné (article 5 du décret du 13 juin 1969 et article L 123.10 du code de l'urbanisme).

b. Classement d'un site

Sont susceptibles d'être classés les sites dont l'intérêt paysager est exceptionnel et qui méritent à cet égard d'être distingués et intégralement protégés et les sites présentant un caractère remarquable, qu'il soit artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, qu'il convient de maintenir en l'état, sauf si le ministre de l'environnement et du cadre de vie en autorise expressément la modification.

Le classement est prononcé après enquête publique dirigée par le préfet et avis de la commission départementale des sites.

Lorsque le (ou les) propriétaire(s) a donné son consentement, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent sans que la consultation de la commission supérieure des sites soit obligatoire.

Si le consentement de tous les propriétaires n'est pas acquis, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des sites.

Le classement d'un lac privé ou d'un cours d'eau dont le lit est propriété privée, nécessite, lorsqu'il peut produire une énergie électrique permanente de 50 kilowatts, l'avis du ministre de l'industrie (loi du 2 mai 1930, articles 6 et 3).

La décision de classement et le plan de délimitation du site devront être reportés au plan d'occupation des sols du territoire concerné (article 8 du décret du 13 juin 1969 et articles L 123.10 et R 125.1 du code de l'urbanisme pour la publicité des servitudes) (1).

(1) L'article 8.1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée (loi du 1^{er} juillet 1957 article 1^{er}) prévoyait la possibilité de classement d'un site en réserve naturelle dans laquelle des sujétions pouvaient être imposées pour la conservation des espèces.

Les réserves naturelles qui ont été instituées à ce titre doivent, bien que l'article 3.1 susmentionné ait été abrogé par l'article 41 de la loi n° 76.629 du 19 juillet 1976 relative à la protection de la nature (figure au P.O.S. à l'annexe servitude d'itinéraire), et la publicité de ces servitudes conformément aux articles L 123.10 et R 125.1 du code de l'urbanisme et à l'annexe de ce dernier article.

La protection d'un site ou d'un monument naturel peut faire l'objet d'un projet de classement. Dans ce cas les intéressés sont invités à présenter leurs observations. Pour ce faire une enquête est prévue dont les modalités sont fixées par le décret du 13 juin 1969 en son article 4.

c. Zone de protection d'un site
(titre III de la loi du 2 mai 1930).

Peuvent être inclus dans une telle zone des espaces plus vastes que les précédents, situés autour d'un monument classé ou d'un site inscrit ou classé et qu'il convient de protéger.

Elle est instituée par décret en Conseil d'Etat au terme d'une longue procédure qui comporte :

- la délimitation de la surface à protéger avec indication des parcelles concernées ;
- la mise au point d'un programme comportant des prescriptions (hauteur, matériaux, non aedificandi) de nature à assurer cette protection ;
- une enquête ordonnée par le préfet, la consultation des conseils municipaux et de la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecture et des espaces protégés qui entend les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées ;
- l'avis de la commission supérieure des sites, si le ministre le juge utile.

B. Indemnisation

a. Inscription à l'inventaire des sites

Aucune indemnisation n'est prévue car la servitude est légère.

b. Classement

Peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il entraîne une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande doit être présentée par le propriétaire dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation (article 3 nouveau, loi du 28 décembre 1967, circulaire du 19 novembre 1969, dernier alinéa).

C. Zone de protection

L'indemnisation est prévue comme en matière de classement mais le propriétaire dispose d'un délai d'un an après la notification du décret pour faire valoir ses réclamations devant les tribunaux judiciaires.

C. Publicité

a. Inscription à l'inventaire des sites

Notification aux propriétaires intéressés.

Une publicité collective peut être substituée à la notification individuelle dans les cas où le nombre des propriétaires est supérieur à cent ou lorsque l'Administration est dans l'impossibilité de connaître l'identité ou le domicile des propriétaires (article 4 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967, décret du 13 juin 1969 en son article 2).

Cette publication est réalisée à la diligence du préfet :

- par insertion de l'arrêté d'inscription dans deux journaux dont un au moins quotidien, dont la diffusion est assurée dans les communes intéressées — à renouveler après un mois ;
- par affichage en main pendant un mois au moins ;
- par publication au journal officiel et insertion au recueil des actes administratifs du département.

b. Classement

Publication au journal officiel de la décision de classement.

Notification au propriétaire lorsque la décision comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux (décret n° 69.607 du 13 juin 1969).

Publication au bureau des hypothèques de l'arrêté ou du décret de classement. Cette formalité n'est pas obligatoire.

c. Zone de protection

Notification à chaque propriétaire du décret constituant la zone de protection.

Publication au bureau des hypothèques.

III. EFFETS DE LA SERVITUDE

A. Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a. Inscription à l'inventaire des sites

Si le propriétaire a procédé à des travaux autres que l'exploitation courante ou l'entretien normal sans en avoir avisé le maire quatre mois à l'avance, l'arrêt des travaux peut être ordonné sur réquisition du ministère public, soit d'office par le juge d'instruction, par le tribunal correctionnel ou par le maire.

Le maire peut être chargé de l'exécution de la décision judiciaire, il assure alors le respect de son arrêté en procédant notamment à la saisie des matériaux et du matériel de chantier (article 21.2 nouveau, loi du 28 décembre 1967).

b. Classement d'un site

Si une menace pressante pèse sur un site, le ministre peut ouvrir une instance de classement, sans instruction préalable. Cette mesure conservatoire s'applique immédiatement, sans notification au préfet et au propriétaire. Elle vaut pen-

dant une année et emporte tous les effets du classement (article 9 de la loi du 2 mai 1930 - arrêt du C.E. du 24 novembre 1978 : Dame Lamarche-Jacomet autre).

Dans ce cas le permis de construire ne peut être délivré, qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué (article R 421.38.6 du code de l'urbanisme).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a. Inscription à l'inventaire des sites

(art. 4 de la loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'aviser le préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux autres que ceux d'exploitation courante ou d'entretien normal (article 4 de la loi du 2 mai 1930). A l'expiration de ce délai le silence de l'Administration équivaut à une acceptation.

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'un permis de construire ou d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable (article 1^{er} du décret n° 77.734 du 7 juillet 1977 modifiant l'article 17bis du décret n° 70.258 du 31 mars 1970 - 1^{er} alinéa - pris pour l'application de la loi du 2 mai 1930 et article R 421.38.5 du code de l'urbanisme en ce qui concerne le permis de construire). Dans ce cas le permis de démolir, de la compétence du préfet, doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques et des sites (article R 430.13 du code de l'urbanisme).

Le cas échéant, le permis de construire est délivré après consultation de l'architecte des bâtiments de France (article R 421.38.5 du code de l'urbanisme), par le maire (article R 421.38.3 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions du titre IV du Livre IV de la deuxième partie du code de l'urbanisme (travaux divers, clôtures, stationnement de caravanes), la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable (article 1^{er} du décret n° 77.734 du 7 juillet 1977 modifiant l'article 17bis du décret n° 70.258 du 31 mars 1970 - 2^e alinéa). La décision est de la compétence du maire (article R 442.5 du code de l'urbanisme).

L'Administration ne peut s'opposer aux travaux qu'en ouvrant une instance de classement.

b. Classement d'un site

(articles 9 et 12 de la loi du 2 mai 1930).

Obligation pour le propriétaire d'obtenir l'autorisation du ministre compétent avant l'exécution de tous travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux. Cette disposition vise notamment, la construction (interdiction de bâtir, règles de hauteur, aspect extérieur des immeubles), la transformation, la démolition d'immeubles, l'ouverture de carrières, la transformation des lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique, etc.

La commission départementale des sites et éventuellement la commission supérieure doivent être consultées préalablement à la décision ministérielle.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué (art. R 421.38.6 du code de l'urbanisme). Il est de la compétence du préfet (article R 421.38.5 du Code de l'urbanisme). La délivrance du permis de construire étant subordonnée à un accord exprès, le demandeur ne pourra bénéficier d'un permis tacite (articles R 421.12 et R 421.19.a du code de l'urbanisme).

La démolition d'immeubles dans les sites classés demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (article L 430.1 dernier alinéa du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux projetés nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme l'autorisation exigée par l'article R 442.2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu des articles 9 (intention de classement) et 12 (classement) de la loi du 2 mai 1930 sur les sites, et ce dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R 442.2 du code de l'urbanisme, mentionnés à l'article R 442.1 du dit code. Cette autorisation ne peut être tacite (article R 442.7 du code de l'urbanisme). Elle est de la compétence du préfet (article R 442.5 du code de l'urbanisme).

Lorsque le propriétaire désire édifier une clôture, l'autorisation accordée au titre des articles 9 et 12 de la loi du 2 mai 1930 sur les sites tient lieu de l'autorisation de clôture du code de l'urbanisme (article R 441.12 du code de l'urbanisme).

Obligation pour le vendeur de prévenir l'acquéreur de l'existence de la servitude et de signaler l'aliénation au ministre compétent.

Obligation pour le propriétaire à qui l'Administration a notifié son intention de classement, de demander une autorisation spéciale avant d'apporter une modification à l'état des lieux et à leur aspect, et ce pendant une durée de douze mois à dater de la notification (mesures de sauvegarde). Article 9 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 23 décembre 1967.

c. Zone de protection d'un site

(article 17 de la loi du 2 mai 1930).

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué (art. R 421.38.6 du code de l'urbanisme). Le demandeur ne pourra bénéficier d'un permis tacite (art. R 421.12 et R 421.19d) du code de l'urbanisme).

Le permis de démolir visé aux articles L 430.1 et suivants du code de l'urbanisme, tient lieu de l'autorisation de

démolir prévue par la loi du 2 mai 1930 sur les sites (art. L 430.1 du code de l'urbanisme) ; dans ce cas le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques et des sites (art. R 430.13 du code de l'urbanisme).

Lorsque le propriétaire désire édifier une clôture autour de sa propriété, l'autorisation accordée au titre de la loi du 2 mai 1930 sur les sites tient lieu de l'autorisation de clôture du code de l'urbanisme (art. R 441.12 du code de l'urbanisme).

B. Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

a. Inscription à l'Inventaire des sites

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation, dans les formes prévues à la section 4 de la loi mentionnée ci-dessous, dans les sites inscrits à l'inventaire et dans les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (article 7 de la loi n° 79.1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus concernant la publicité (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation préfectorale (décret n° 59.275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68.134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (article R 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître ces réglementations par affiches et panneaux.

b. Classement d'un site

Interdiction de toute publicité sur les monuments naturels et dans les sites classés (article 4 de la loi du 29 décembre 1979).

Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction pour quiconque d'acquiescer un droit de nature à modifier le caractère et l'aspect des lieux.

Interdiction d'établir une servitude conventionnelle sauf autorisation du ministre compétent.

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation ministérielle (décret n° 59.275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68.134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (article R 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître ces réglementations par affiches et panneaux.

c. Zone de protection d'un site

Obligation pour le propriétaire de parcelles situées dans une telle zone de se soumettre aux servitudes particulières à chaque secteur déterminées par le décret d'insubstitution et relatives aux servitudes de hauteur, à l'interdiction de bâtir, à l'aspect esthétique des constructions, etc.

La commission supérieure des sites et, depuis le décret du 28 août 1969, la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecture et des espaces protégés sont, le cas échéant, consultées par les préfets ou par le ministre compétent préalablement aux décisions d'autorisation.

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation dans les formes prévues à la section 4 de la loi mentionnée ci-dessous, dans les zones de protection délimitées autour d'un site classé (article 7 de la loi du 29 décembre 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus, en ce qui concerne la publicité (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones mentionnées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction, en règle générale, d'établir des campings et terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire.

a. Inscription à l'inventaire des sites

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal pour les édifices dans les conditions mentionnées au § A 2°a).

b. Classement d'un site

Possibilité pour le propriétaire de procéder aux travaux pour lesquels il a obtenu l'autorisation dans les conditions visées au § A 2°b).

L'attention des acquéreurs est appelée sur les clauses de l'article 14 du titre 3 de la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques et qui présentent :

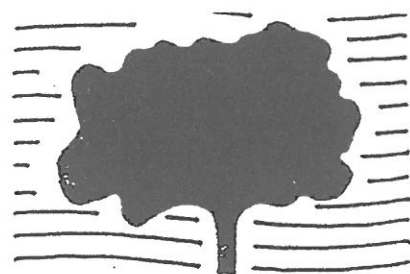
« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis à jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au Maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au Préfet. Celui-ci avise le Ministre des Affaires Culturelles ou son représentant.

« Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

« Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

« Le Ministre des affaires culturelles peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été effectuées, ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes mesures utiles pour leur conservation ».

Les acquéreurs devront informer M. le Directeur des Antiquités Historiques de la date du commencement des travaux à l'adresse ci-après : M. le Directeur des Antiquités Historiques de Picardie - Boîte Postale 336 G - 80.027 - AMIENS - Téléphone 92.40.43.



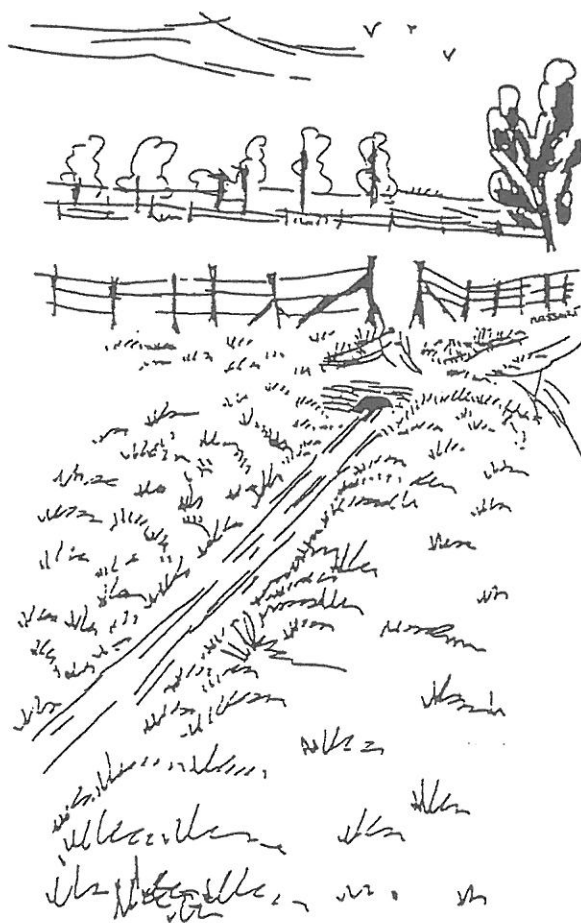
SERVICE DE L'EAU ET DE LA FORET

SOUS PRÉFECTURE

17 SEP. 1992

Impasse Georges Fleury
60607 CLERMONT CEDEX

EAUX DE RUISSELLEMENT EAUX NUISIBLES - FOSSÉS



aspects juridiques

- Situation juridique	3
- Code Civil (rappel de textes)	5
- Code Rural (rappel de textes)	6

Depuis que les hommes ont colonisé la terre, ils ont eu, en tous temps, le souci d'assurer l'écoulement des eaux excédentaires dont ils ont perçu rapidement le caractère nuisible.

Ainsi, un réseau de fossés fut mis en place sur les fonds privés pour recueillir ces eaux et les évacuer de fossés en fossés, dans les vallées sèches ou les cours d'eau naturels permanents.

L'importance du chevelu constitué par ces fossés est fonction du climat local, du relief, du réseau hydrographique, de la nature des sols et de leur couvert végétal, de l'implantation et la densité de l'urbanisation.

Ce réseau de surface est une des caractéristiques essentielles d'un bassin versant, c'est le vecteur d'évacuation des eaux pluviales et des eaux de ruissellement provenant de zones urbaines, d'infrastructures routières et des terres agricoles. Il occupe de manière générale le fond des talwegs.

La collecte des eaux drainées et des eaux pluviales s'effectue normalement au même endroit dans les talwegs.

Ces talwegs peuvent ou non être "équipés".

- Réseau de fossés ou de passages jusqu'à un écoulement permanent.
- Réseau busé en totalité avec rejet dans un écoulement permanent (ou dans un réseau).
- Aucun équipement : talweg naturel qui encaisse les pluies ou (et) drainages. A l'occasion d'orages ou de fontes de neige rapides sur sol gelé, des ravines sont susceptibles d'apparaître dans ces vallées sèches suite à une érosion régressive et dynamique.

Le talweg naturel est le lieu d'exercice de la servitude prévue à l'article 640 du Code Civil (cf annexe).

.../...

SITUATION JURIDIQUE

Les eaux pluviales sont "res nullius" (la chose de personne). Comme telles, elles peuvent appartenir au premier qui se les approprie.

L'article 641 du Code Civil pose tout d'abord le principe que tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds. Mais si l'usage de ces eaux où la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

Cette servitude d'écoulement visée à l'article 640 du Code Civil est établie en faveur des propriétaires des fonds supérieurs (ou fonds dominants, non parce qu'ils dominent en altitude, mais parce qu'ils dominent en droit).

Les fonds inférieurs (ou fonds servants parce qu'ils doivent souffrir une servitude au bénéfice des fonds supérieurs) doivent recevoir l'eau qui s'écoule naturellement des fonds supérieurs "sans que la main de l'homme y ait contribué".

De ce fait, le propriétaire inférieur ne peut élever aucune digue qui empêche l'écoulement. De même, le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude d'écoulement pesant sur le fonds inférieur.

Quant aux eaux nuisibles, couramment dénommées eaux de drainage, du fait que leur présence dans le sol nuit à son exploitation, leur libre écoulement est reconnu par la loi du 10 juin 1854 reprise et codifiée aux articles 135 à 139 du Code Rural.

Ce texte apporte la possibilité à celui qui draine de traverser les fonds inférieurs moyennant une juste et préalable indemnité. Sont exceptés de cette servitude d'écoulement les maisons, cours, jardins, caves et enclos attenants aux habitations. Les propriétaires des fonds traversés peuvent se servir des collecteurs pour écouler les eaux de leur fond, à charge pour eux de participer aux dépenses de premier établissement et à l'entretien futur.

Les contestations sur l'établissement et l'exercice de la servitude, sur la définition du tracé du collecteur, sur l'exécution des travaux et sur la fixation des indemnités sont du ressort du juge d'instance.

.../...

Ces eaux pluviales ou de ruissellement retournent en général vers le domaine privé (fossé ou cours d'eau non domanial).

La classification des exutoires entraîne des limites de compétence entre l'Etat qui intervient sur les cours d'eau (domaniaux ou non domaniaux) et le Maire pour les ravines et fossés en vertu de l'article L 181-39 du Code des Communes :

"Les fonctions propres au maire, sont de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Il appartient également au maire de veiller à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité des campagnes."

Dans la pratique, l'entretien des fossés et exutoires incombe à leurs propriétaires sous la responsabilité du Maire pour les fossés et du Service de police des eaux pour les cours d'eau non domaniaux (dans l'Oise : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt).

RAPPEL DES TEXTES

Les eaux de ruissellement et les eaux nuisibles sont régies par un certain nombre de textes parmi lesquels nous pouvons signaler :

- LE CODE CIVIL

. article 640 : écoulement sur les propriétés

"Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur."

. articles 641-642 : usage des eaux pluviales et des sources

"Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds.

Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

La même disposition est applicable aux eaux de sources nées sur un fonds.

Lorsque, par des sondages ou des travaux souterrains, un propriétaire fait surgir des eaux dans son fonds, les propriétaires des fonds inférieurs doivent les recevoir ; mais ils ont droit à une indemnité en cas de dommages résultant de leur écoulement.

Les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus dans les paragraphes précédents.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes prévues par ces paragraphes et le règlement, s'il y a lieu, des indemnités dues aux propriétaires des fonds inférieurs sont portées, en premier ressort, devant le juge du tribunal d'instance du canton qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété.

S'il y a lieu à expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert."

- "Celui qui a une source dans son fonds peut toujours user des eaux à sa volonté dans les limites et pour les besoins de son héritage.

Le propriétaire d'une source ne peut plus en user au préjudice des propriétaires des fonds inférieurs qui, depuis plus de trente ans, ont fait et terminé, sur le fonds où jaillit la source, des ouvrages apparents et permanents destinés à utiliser les eaux ou à en faciliter le passage dans leur propriété.

Il ne peut pas non plus en user de manière à enlever aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire ; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts."

. article 681 : destination des eaux de toiture

"Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire sur le fonds de son voisin."

- LE CODE RURAL

. articles 135 à 138 : eaux nuisibles

ART. 135 - "Tout propriétaire qui veut assainir son fonds par le drainage ou un autre mode d'assèchement peut, moyennant une juste et préalable indemnité, en conduire les eaux souterrainement ou à ciel ouvert à travers les propriétés qui séparent ce fonds d'un cours d'eau ou de toute autre voie d'écoulement.

Sont exceptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations."

.../...

ART. 136 - "Les propriétaires de fonds voisins ou traversés ont la faculté de se servir des travaux faits en vertu de l'article précédent, pour l'écoulement des eaux de leurs fonds.

Ils supportent dans ce cas :

1°) Une part proportionnelle dans la valeur des travaux dont ils profitent ;

2°) Les dépenses résultant des modifications que l'exercice de cette faculté peut rendre nécessaires ;

3°) Pour l'avenir, une part contributive dans l'entretien des travaux devenus communs."

ART. 137 - "Les associations syndicales, pour l'assainissement des terres par le drainage et par tout autre mode d'assèchement, et l'Etat pour le dessèchement de marais ou la mise en valeur de terres incultes appartenant aux communes ou sections de communes, jouissent des mêmes droits et supportent les mêmes obligations."

ART. 138 - "Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude, la fixation du parcours des eaux, l'exécution des travaux de drainage ou d'assèchement, les indemnités et les frais d'entretien, sont portés en premier ressort devant le juge du tribunal d'instance du canton, qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'opération avec le respect dû à la propriété.

S'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert."

La commune et le paysage

L'analyse du relief, de l'occupation du sol et des principales voies de déplacement, est un moyen intéressant pour comprendre, expliquer et par la suite gérer les sites et paysages. Tout changement de l'une de ces composantes entraînera une modification du paysage.

Le classement en zones vouées à l'urbanisation future d'un espace actuellement en pâtures ou champs, modifiera radicalement l'occupation du sol et parfois même le relief du secteur (voiries, terrassements). Le paysage va donc se transformer. Le choix de l'emplacement de ces zones ne peut se faire sans prendre en compte cet aspect. L'analyse exprimée préalablement doit mettre en évidence l'organisation et l'identité de l'agglomération et permettre d'en déduire les opportunités d'urbanisation qui viendraient non pas perturber mais conforter l'image actuelle de la commune.

Une décision sans cette analyse préalable peut avoir des conséquences désastreuses non seulement sur les paysages mais aussi sur l'organisation sociale de la commune.

La commune et les milieux naturels

Indépendamment des milieux naturels d'intérêt majeur qui nécessitent une vigilance particulière car faisant partie du patrimoine naturel national ou régional (voir zone d'intérêt écologique), l'ensemble des communes possède un certain nombre d'espaces même modestes, qui participent globalement à la qualité biologique et écologique des lieux.

C'est pourquoi il importe de les repérer afin de les maintenir, les gérer et les utiliser à des fins économiques, de loisirs ou tout simplement au maintien de la qualité du cadre de vie.

Cet objectif s'applique en particulier aux bosquets et talus de faible importance.

Le cadre bâti

De la même manière que pour les paysages, une analyse précise du cadre bâti et des espaces publics (place, rue, etc...) est indispensable.

L'observation de l'existant est souvent le seul moyen de faire évoluer le cadre bâti tout en le respectant, par l'établissement d'un constat servant de base de réflexion pour la réalisation des projets à venir.

Le zonage et le règlement concernant le cadre bâti influent sur le devenir des espaces urbains. Les règles d'implantation des constructions (articles 6 et 7) détermineront l'évolution de la forme de la rue. Il convient donc de l'étudier et de proposer différents scénarii possibles aux responsables de commune.

La qualité architecturale des futures constructions participe également à l'image de la commune. On ne peut admettre de détruire l'harmonie d'un ensemble par une seule construction disgracieuse.

Le règlement du P.O.S. ne peut à lui seul garantir la qualité des projets, mais il peut éviter le pire. C'est pourquoi le rôle d'information et de sensibilisation à l'architecture doit être traité de façon approfondie dans le rapport de présentation.